



Panorama du secteur associatif à La Réunion

Janvier 2013

Cécile BAZIN – Marie DUROS – Isabelle VIALA
Noël TADJINE - Jacques MALET – Thibault BORDEAUX

Objectifs de cette présentation

- ✓ Faire connaître les principaux éléments chiffrés concernant la vie associative de la Réunion et le contexte dans lequel elle se développe, en la situant dans l'ensemble national,
- ✓ Partager quelques constats avec les acteurs et les décideurs du département, dans la perspective de mettre en place des actions de promotion et/ou de dynamisation du tissu associatif adaptées à la situation,
- ✓ Valoriser auprès du grand public la richesse du tissu associatif réunionnais,
- ✓ Fournir aux chercheurs de la région, les données les plus récentes qu'ils pourront analyser sous un angle historique, sociologique ou encore socio-économique.

Nos sources et nos coopérations

- ✓ Les services du Journal officiel, ainsi que ceux du ministère de l'Intérieur et des préfetures d'Alsace Moselle (droit local), **pour les créations d'associations**,
- ✓ Les services du ministère des Sports, de la Jeunesse, de l'Education populaire et de la Vie associative, pour le suivi de **l'évolution des clubs sportifs et une observation partagée du secteur**,
- ✓ La direction des études, des statistiques et de la prévision de l'ACOSS-URSSAF et la caisse centrale de la Mutualité Sociale Agricole, **pour le bilan de l'emploi associatif**,
- ✓ **Un comité d'experts de 40 membres**, dont six universitaires et des responsables de grands réseaux associatifs nationaux. **Une pluridisciplinarité voulue** pour une approche transversale : sociologie, psychologie, histoire, économie, statistique, droit, médecine, communication. Des experts issus de **10 régions différentes**, pour une bonne approche du terrain,
- ✓ **Un réseau de consultants sur l'ensemble du territoire**, dans les structures d'appui aux associations, les services publics, et les collectivités territoriales.

Contenu de ce panorama

- ✓ Une présentation de La Réunion, pour situer le tissu associatif local dans son environnement.
- ✓ Les créations d'associations depuis 5 ans, dans chacun de ses arrondissements, et une observation précise des objets de ces créations. Ceci en lien avec quelques repères nationaux.
- ✓ Les enjeux économiques et sociaux du secteur associatif, autour des associations employeurs.
- ✓ Le tissu associatif aujourd'hui : une estimation prudente du nombre des associations vivantes et du nombre des bénévoles à la Réunion.
- ✓ Quelques repères sur les associations en France aujourd'hui pour mieux cerner le contexte dans lequel évoluent celles de la Réunion, et pour savoir ce que ressentent les responsables associatifs face à la conjoncture.

Les chiffres de ce diaporama sont présentés à l'unité près. Ils doivent être lus avec prudence, en raison de la marge d'erreur inhérente à tout recensement.

Les contours de la Réunion



© vls - Carte éditée pour lledeleareunion.net

Sources : Insee (données 2009), Conseil Général et Conseil Régional de la Réunion

- ✓ 2 504 km²
- ✓ Préfecture : Saint-Denis
- ✓ 326 habitants au km²
(114,8 en moyenne nationale)
- ✓ 49 cantons
- ✓ 24 communes
- ✓ 821 136 habitants
- ✓ 284 390 ménages

Quelques repères chiffrés

	Réunion	France métropolitaine
Part de la population de 0 à 14 ans	25,5 %	18,3 %
Part de la population de 75 ans et plus	3,2 %	8,8 %
Taux de variation annuel moyen de la population	1,5 %	0,7 %
Taux d'activité	65,9 %	71,9 %
Taux de chômage (2 ^{ème} trimestre 2011)	29,5 %	9,2 %
Revenu fiscal médian des ménages	10 140 €	18 355 €
Répartition des emplois par secteur d'activités :		
Agriculture	3,6 %	2,9 %
Industrie	7,0 %	13,9 %
Construction	8,4 %	6,9 %
Commerce, transports, services	38,7 %	45,6 %
Administration publique, enseignement, santé, action sociale	42,3 %	30,7 %

Sources : Insee 2012. Données 2009 et 2^{ème} trimestre 2011 pour le taux de chômage

La Réunion aujourd'hui en quelques mots

- ✓ Située dans l'océan Indien, à 9 180 km de Paris, l'île de La Réunion accueille une flore et une faune très riches, parfois unique, et des sites d'une qualité environnementale exceptionnelle.
- ✓ Sa forêt tropicale, ses massifs volcaniques et ses plantations de canne à sucre en font une île haute en couleurs.
- ✓ Sa population, jeune et métissée, fait vivre une culture originale traversée des influences multiples : Europe, Afrique, Inde, Chine et océan Indien.
- ✓ Profondément modifiée dans les années 2000, l'économie de la Réunion est aujourd'hui tournée vers le tourisme et les services marchands. L'industrie et le BTP se sont beaucoup développés quand l'agriculture et la pêche ont plutôt reculé.

Générosité financière des habitants de la Réunion au profit des associations :

La Réunion se classe au 96^{ème} rang national, avec une proportion de **11,9%** de foyers fiscaux déclarant un don, parmi les contribuables imposables.

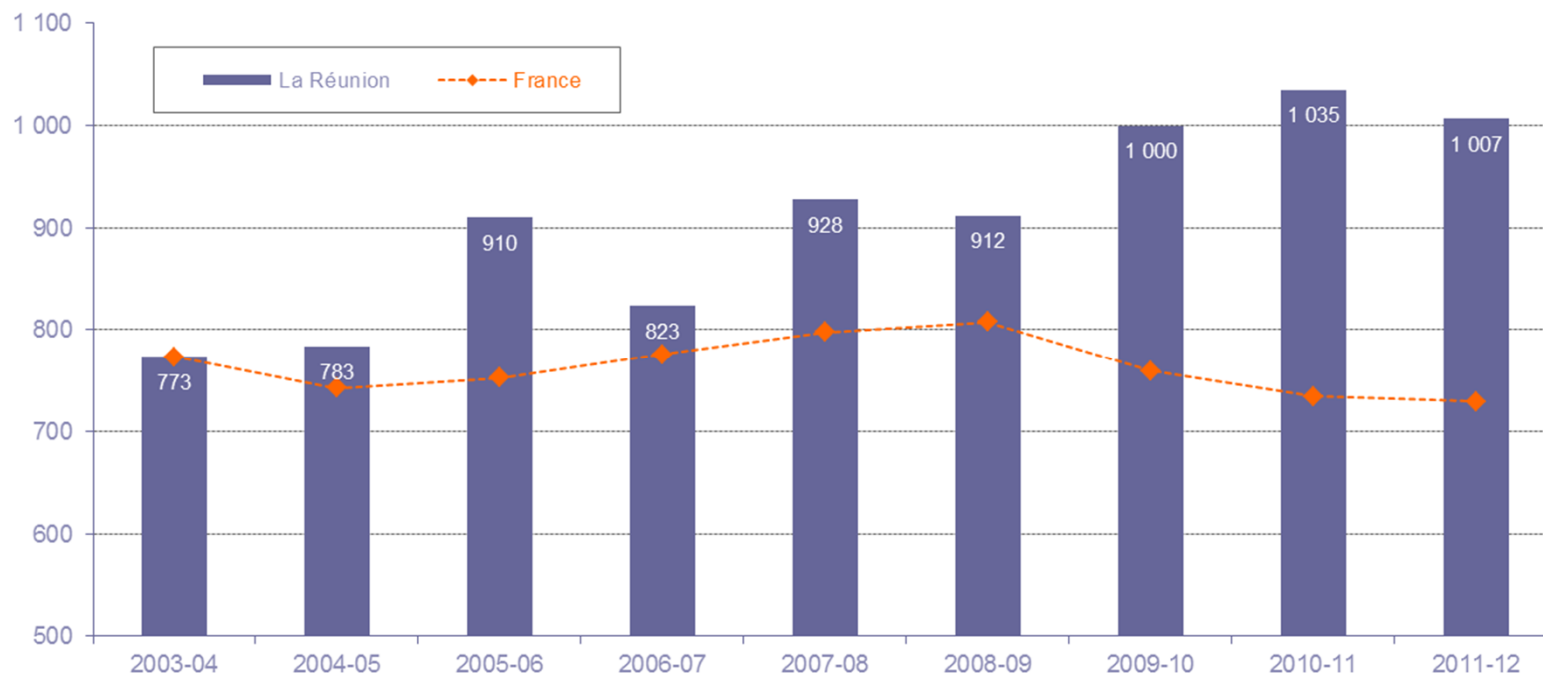
Sources : Ministère des Outre-mer - Direction générale des finances publiques, déclarations de revenus effectuées en 2011



Créations d'associations :

bilan et analyse des dernières années

Evolution des créations d'associations

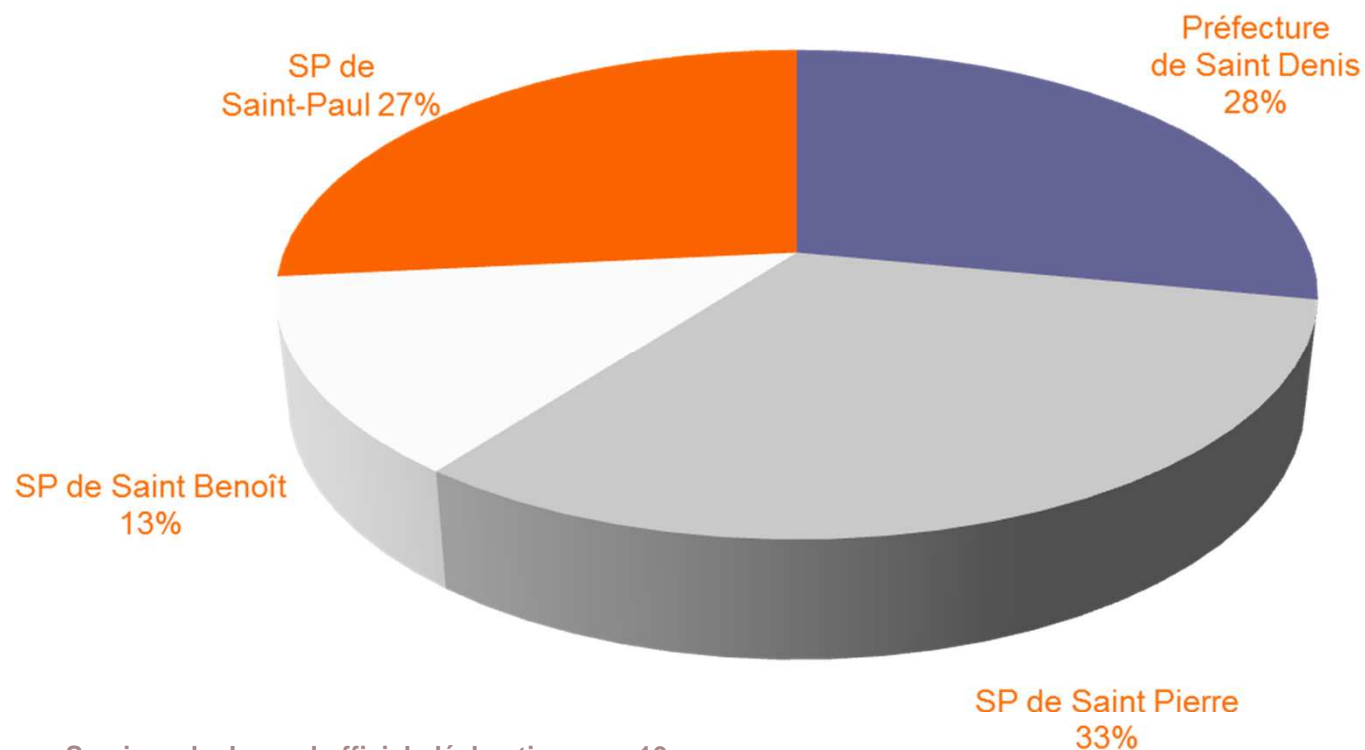


Source : Services du Journal officiel. L' evolution nationale est reconstituée en tendance pour être comparée à l' evolution départementale, à partir de la même base pour l'année associative 2003-2004.

Un rythme de créations plus soutenu qu'au plan national, notamment depuis trois ans où le contraste est net entre une tendance nationale à la baisse et un dynamisme renforcé à la Réunion.

Créations en préfecture et sous-préfectures

Observation réalisée sur une période significative de dix années consécutives, soit de 2003-2004 à 2011-2012.



Source : Services du Journal officiel, déclarations sur 10 ans.

C'est en sous-préfecture de Saint-Pierre que l'on enregistre le plus d'associations nouvelles, suivie par la préfecture et par la sous-préfecture de Saint-Paul.

Des créations pour répondre aux besoins

Le dynamisme de création répond avant tout aux attentes de la population : au regard de ses besoins ressentis ou exprimés. Il se mesure en calculant le nombre de créations d'associations pour 1.000 habitants, ceci sur une période significative de 5 ans (années 2007-2008 à 2011-2012).

Ce ratio est un constat et ne doit pas être jugé : élevé, il peut correspondre à une grande instabilité associative nécessitant de nouvelles créations ; bas, il peut au contraire montrer que la pérennité des associations permet d'éviter des créations.

	La Réunion	France
Nombre de créations pour 1000 habitants	5,9	5,4

Sources : Journal officiel et INSEE recensement de la population 2012. Traitement R&S.

La Réunion présente un nombre de créations pour 1.000 habitants, sur 5 ans, légèrement supérieur à la moyenne nationale.

Créations par arrondissement

Le taux de création (nombre de créations d'associations pour 1.000 habitants) est ici calculé selon les arrondissements, marquant les spécificités des territoires.

	Créations des 5 dernières années	Dont créations 2010-2011	Dont créations 2011-2012	Créations pour 1000 habitants
Préfecture de Saint-Denis	1 370	310	310	6,9
SP de Saint-Pierre	1 576	331	271	5,4
SP de Saint-Benoît	1 297	268	288	6,2
SP de Saint-Paul	639	126	138	5,3
La Réunion	4 882	1 035	1 007	5,9

Source : Journal officiel et INSEE recensement de population publié en 2012. Traitement R&S. Lecture : 1370 associations nouvelles ont été enregistrées en préfecture, au cours des 5 dernières années, 310 au cours de l'année 2010-2011 et le même nombre l'année suivante. Soit 5,9 créations pour 1000 habitants en moyenne sur 5 ans.

L'année 2011-2012 est marquée par une stabilisation des créations enregistrées à Saint-Denis. Le taux de création pour 1000 habitants dans les 3 sous-préfectures est inférieur à celui de la préfecture, plus particulièrement à Saint-Pierre et Saint-Paul.

Mieux connaître les associations nouvelles

Depuis avril 2007, les associations nouvelles sont répertoriées au Journal officiel sous 29 thèmes différents, le plus souvent décomposés en sous-thèmes très ciblés.

Une association peut être classée sous 2, voire 3 rubriques, pour tenir compte de son éventuelle polyvalence.

La diapositive suivante porte sur les inscriptions des nouvelles associations, inscriptions dont le nombre dépasse forcément celui des créations.

Elle présente la répartition, en pourcentage, des inscriptions dans les principaux thèmes au niveau du département, en le situant par rapport à la moyenne nationale.

L'objet des créations d'associations

Répartition en 10 grands thèmes des inscriptions
des associations créées au cours des 3 dernières années (en %)

Inscriptions des créations, par thème en %	La Réunion	France
Culture	22,2	23,0
Sport	15,2	16,0
Loisirs	14,0	13,2
Social	9,8	7,9
Santé	3,1	4,0
Education, formation	4,7	6,2
Economie	6,3	4,3
Aide à l'emploi, développement local	3,6	2,1
Environnement	4,9	3,7
Autres ⁽¹⁾	16,0	19,6
Total	100,0	100,0

Source : Journal officiel. Traitement R&S. Lecture : Depuis 3 ans, 22,2% des inscriptions se sont situées sous le thème « culture » à la Réunion, pour une proportion de 23% au national. (1) précisées en annexe 1.

La Réunion se distingue par des créations d'associations proportionnellement plus nombreuses dans le social, l'économie, l'aide à l'emploi et le développement local, ainsi que dans l'environnement.

Les spécificités de chaque arrondissement

Répartition des associations créées au cours des 3 dernières années (en %)

Inscriptions des créations, par thème en %	La Réunion	Saint- Denis	Saint- Pierre	Saint-Benoît	Saint-Paul
Culture	22,2	13,9	29,8	21,8	24,6
Sport	15,2	11,6	18,9	13,6	16,3
Loisirs	14,0	14,7	10,7	19,3	14,8
Social	9,8	12,6	9,3	9,7	6,8
Santé	3,1	3,0	2,9	3,3	3,3
Education, formation	4,7	6,1	4,0	4,2	4,1
Economie	6,3	9,6	4,9	5,3	4,2
Aide à l'emploi, développement local	3,6	3,7	2,6	4,0	4,4
Environnement	4,9	2,7	6,5	5,9	5,4
Autres ⁽¹⁾	16,0	22,1	10,3	13,0	16,1
Total	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0

Source : Journal officiel. Traitement R&S. Lecture : Depuis 3 ans, 13,9% des inscriptions se sont situées sous le thème « culture » dans l'arrondissement de Saint-Denis, pour une proportion de 22,2% en moyenne à la Réunion. (1) précisées en annexe 1. Dans l'arrondissement de Saint-Denis, ce sont les inscriptions dans la défense des droits, la justice, la recherche, les amicales et groupements affinitaires qui font la différences.

Les dominantes sont importantes pour l'arrondissement chef-lieu, davantage tourné vers le social, l'éducation et l'économie, ainsi que pour l'arrondissement de Saint-Pierre où la culture, le sport et l'environnement sont plus présents.

Au plus près des objets des créations

Répartition des associations créées au cours des 3 dernières années (en %)

Répartition des inscriptions nouvelles à la Réunion en moyenne annuelle sur 3 ans		Aide à l'emploi, développement local	49
		Environnement, cadre de vie	67
		Information, communication	22
Culture, pratique d'activités artistiques, culturelles	306	Activités politiques	15
Sports, activités de plein air	204	Défense des droits fondamentaux, activités civiques	24
Chasse, pêche	5	Activités religieuses, spirituelles ou philosophiques	24
Clubs de loisirs, relations	84	Recherche	5
Action socioculturelle ⁽¹⁾	109	Armée	1
Interventions sociales	74	Tourisme	5
Associations caritatives et humanitaires	32	Justice	3
Services familiaux, services aux personnes âgées	29	Amicales, groupements affinitaires, d'entraide	91
Santé	33	Clubs, cercles de réflexion	17
Services et établissements médico-sociaux	9	Logement	-
Education, formation	65	Sécurité, protection civile	-
Représentation, promotion et défense d'intérêts éco.	81	Préservation du patrimoine	15
Conduite d'activités économiques	7	Divers	-

Source : Journal officiel. (1) Au sein de l'action socio culturelle, on notera un nombre de mouvements éducatifs de jeunesse et d'éducation populaire proportionnellement bien plus important qu'en moyenne nationale.

La dynamique sportive

Quelques repères en 2012

	La Réunion	France
Nombre de clubs	1652	167 843
Nombre de clubs pour 1000 habitants	2,0	2,6
Nombre de licenciés par club	83	93

Source : ministère des Sports (données publiées en 2012) et INSEE recensement de population publié en 2012.

Rapportée à la population, l'offre sportive (2 clubs pour 1000 habitants) est ici légèrement inférieure à la moyenne nationale et les clubs de la Réunion sont en moyenne de taille un peu moins importante.

A noter par ailleurs :

- Une baisse du nombre de licences sportives, entre 2011 et 2012, de -7,9% à La Réunion, pour une baisse moyenne de 0,4% au plan national.
- Une moindre résistance des clubs réunionnais : 45%⁽¹⁾ des clubs ont disparu (ou ont fusionné avec un autre club) au cours des dix dernières années (43% au national).

(1) Ce ratio est obtenu à partir du nombre de clubs recensés il y a 10 ans, du nombre de clubs créés en 10 ans et du nombre de clubs existant dix ans après. Le sport est le seul domaine dans lequel cette observation est possible.



Les associations employeurs :
un enjeu économique et social

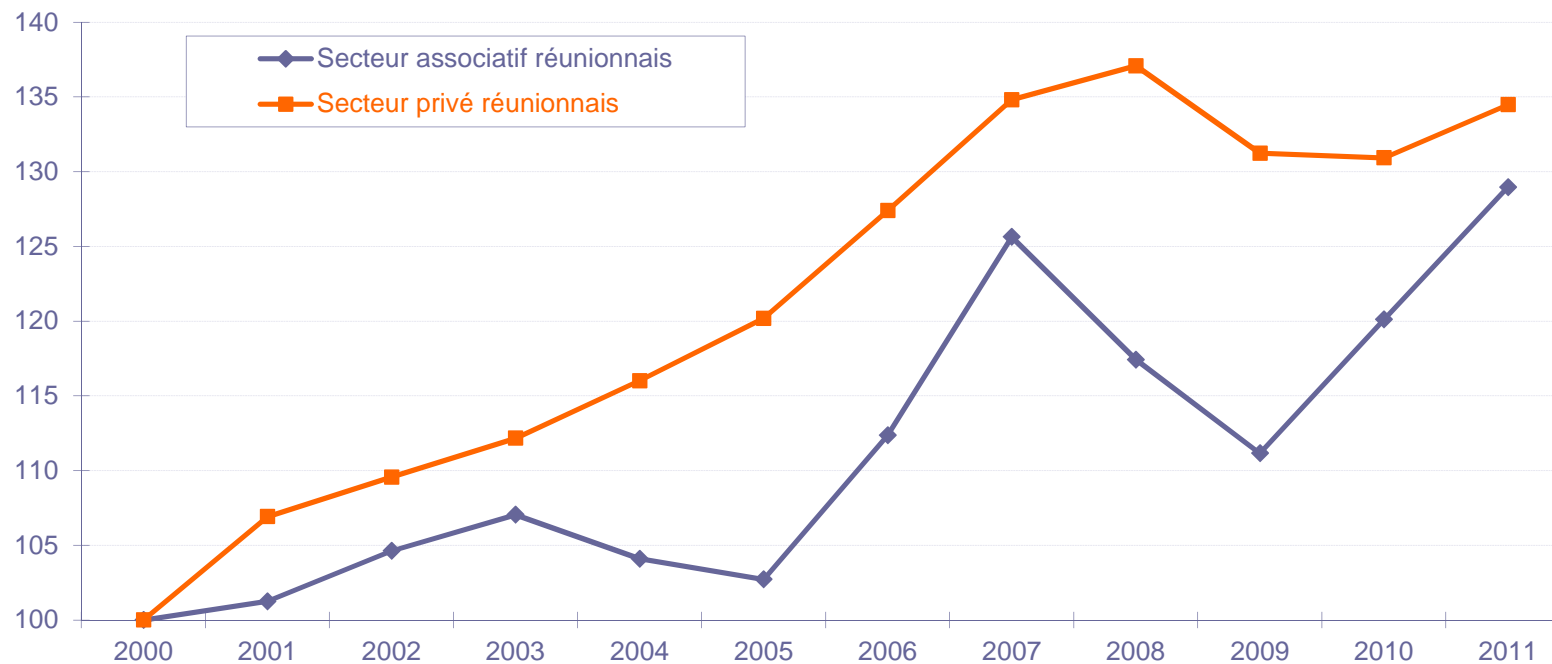
Répartition des associations employeurs

Tranches	Nombre d'associations employeurs	Ventilation départementale	Ventilation nationale
1 ou 2 salariés	613	45%	54%
3 à 5 salariés	232	17%	15%
6 à 9 salariés	185	14%	10%
10 à 19 salariés	156	11%	9%
20 à 49 salariés	109	8%	8%
50 à 99 salariés	43	3%	3%
100 salariés et +	22	2%	1%
Total	1 360	100%	100%

Sources : Données 2011 - ACOSS-URSSAF et MSA. Traitement R&S.

Une présence proportionnellement plus forte d'associations de 3 à 19 salariés (42% pour 34% au plan national). Inversement, un tissu de petites structures de 1 à 2 salariés moins dense qu'ailleurs et plus de 20 associations de plus de 100 salariés.

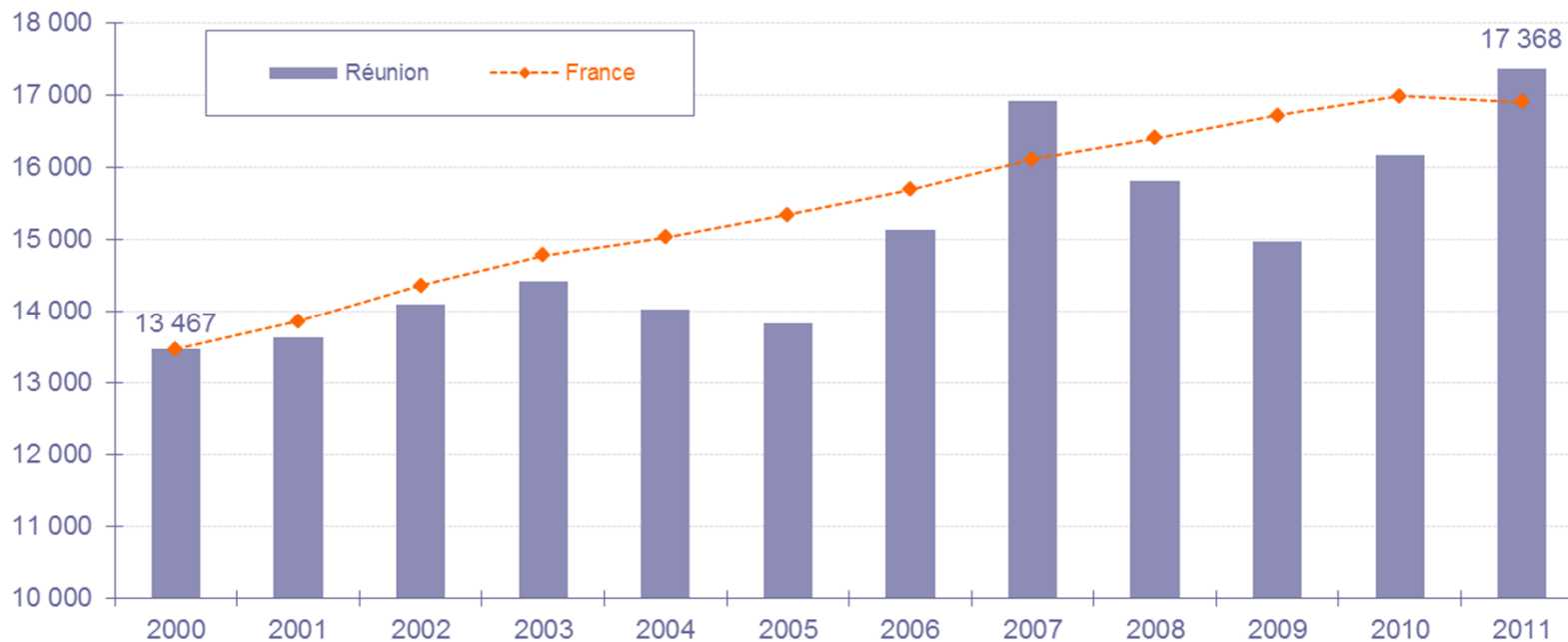
La dynamique de l'emploi associatif



Source : ACOSS-URSSAF et MSA. Données 2011 exprimées en base 100 à partir de l'année 2000. Le nombre d'emplois est calculé en faisant la moyenne des 4 trimestres. Chaque emploi correspond à un salarié qui peut être à temps complet ou à temps partiel, et qui peut éventuellement être employé dans plusieurs associations.

De 2000 à 2009, l'emploi associatif connaît une croissance moins soutenue et plus irrégulière que l'emploi privé. Il enregistre ensuite deux années de forte reprise qui le distinguent encore du secteur privé.

Forte croissance de l'emploi associatif



Source : Données 2011 ACOSS-URSSAF et MSA. Traitement R&S - Le nombre d'emplois est calculé en faisant la moyenne des 4 trimestres. Chaque emploi correspond à un salarié qui peut être à temps complet ou à temps partiel, et qui peut éventuellement être employé dans plusieurs associations.

L'évolution de l'emploi associatif réunionnais tranche avec la croissance continue observée au plan national, jusqu'en 2010. Entre 2009 et 2011, plus de 2300 emplois ont été créés dans les associations de la Réunion, dans un contexte national morose.

Plus d' un emploi privé sur huit

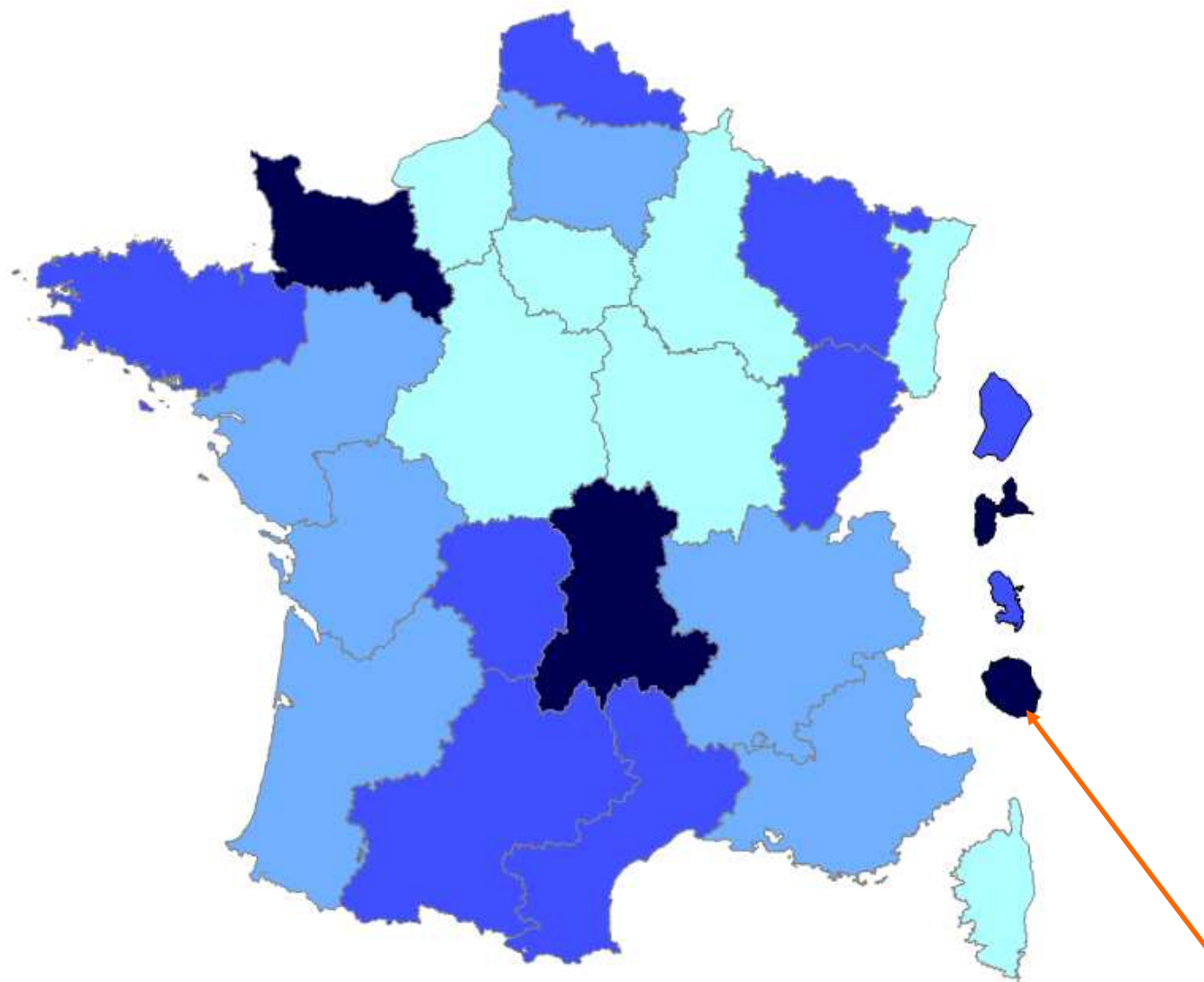
	Salariés		Masse salariale	
	Nombre	Part au sein du privé (en %)	Montant (en millions d'€)	Part au sein du privé (en %)
La Réunion	17 368	12,8%	362	10,7%
France	1 803 723	9,6%	35 418	6,8%

Sources : ACOSS-URSSAF et MSA. Données 2011. Traitement R&S.

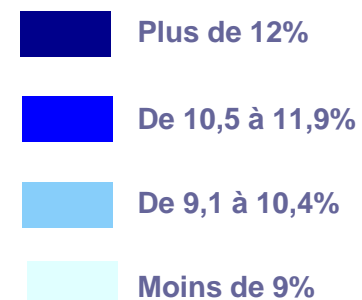
La part de l'emploi associatif, au sein du secteur privé, est ici nettement supérieure à la moyenne nationale.

Un élément fort qui permet aux acteurs concernés et aux décideurs réunionnais de prendre conscience de l'enjeu économique et social que représente le secteur associatif.

Part de l'emploi associatif par région



Part de l'emploi associatif dans l'ensemble du secteur privé en 2011 :



Moyenne nationale : 9,6%

Moyenne hors IDF : 10,5%

La Réunion (12,8 %)

Activités départementales et contexte national

Répartition des salariés des associations par secteur (en %)

	Départementale	Nationale
Enseignement	6,7	11,9
Sport	4,9	4,2
Santé	2,9	7,3
Social (ventilé dans la diapositive suivante)	32,0	48,1
Loisirs	1,5	0,6
Culture	2,7	3,3
Autres activités ⁽¹⁾	13,9	10,9
Activités non classées ailleurs ⁽²⁾	35,4	13,6
Total	100,0	100,0

Source : Données 2011 ACOSS-URSSAF et MSA. Traitement R&S - L'approche par activité est construite à partir de la nomenclature des activités françaises de l'INSEE (code APE). (1) Agriculture, recherche, activités liées à l'emploi, auberges de jeunesse, tourisme... Cf. annexe 3. (2) Associations non classées ailleurs répertoriées par l'INSEE sous le code APE 9499Z

Plus d'un tiers des emplois sont recensés dans des associations dont le code INSEE est libellé « activités non classées ailleurs ». Des reclassements permettraient, sans aucun doute, de corriger la moitié de ces codes, et d'aller plus loin que l'observation d'une présence proportionnellement plus forte des emplois dans le secteur des loisirs.

Importance de l'emploi du secteur social

Répartition des salariés associatifs du secteur social (en %)

	Départementale	Nationale
Hébergement médicalisé	7,3	9,3
Hébergement social	5,5	9,2
Aide à domicile	3,1	10,0
Accueil d'adultes handicapés ou de pers. âgées	0,4	0,5
Aide par le travail	3,3	7,6
Accueil de jeunes enfants	3,9	1,8
Accueil d'enfants handicapés	1,3	1,3
Accueil d'enfants et d'adolescents	1,0	0,5
Autres actions sociales sans hébergement ⁽¹⁾	6,2	8,0
Ensemble du secteur social ⁽²⁾	32,0	48,1

Sources : Données 2011 ACOSS-URSSAF et MSA. Traitement R&S - (1) Centres sociaux, aide aux victimes, activités caritatives...
(2) Rappel de la proportion figurant dans la diapositive précédente.

Dans un département particulièrement jeune comme La Réunion, il n'est pas surprenant d'observer que l'emploi dans les associations d'accueil de jeunes enfants est proportionnellement beaucoup plus présent qu'en moyenne nationale.



Le tissu associatif aujourd' hui
à La Réunion

Combien d'associations en activité en 2012 ?

Personne ne peut avancer un chiffre avec certitude : on connaît la date de naissance d'une association mais on ne connaît généralement pas la date de fin d'activité ou de mise en sommeil.

Nous procédons donc par estimation à partir de quatre critères complémentaires* parfaitement maîtrisés, et mesurés dans le département :

- Le nombre de créations observé sur 10 ans, rapporté au total national
- Le nombre d'associations employeurs, suivi annuellement
- Le nombre de clubs sportifs, suivi annuellement
- La pérennité des associations observée à partir du secteur du sport

La fourchette prudente que l'on peut avancer se situe
entre 12.000 et 14.000 associations en activité à La Réunion.

* A partir des travaux de Recherches & Solidarités, croisés avec les différentes enquêtes et informations les plus récentes.


Combien de bénévoles en 2012 ?

Nous avons construit un modèle national s'appliquant à tous les départements. Il part de l'estimation des associations vivantes et des travaux relatifs au bénévolat en France, dont les enquêtes nationales 2010 IFOP pour France Bénévolat et BVA pour les pouvoirs publics.

Les bénévoles intervenant dans les associations sont estimés à 11 millions en 2012. En tenant compte des engagements pluriels de nombreux bénévoles (un peu plus de 40%), on parvient à une moyenne de 13 bénévoles par association *.

- ✓ Sur cette base, on peut estimer entre **97.000 et 112.000**, le nombre de bénévoles dans les associations réunionnaises en 2012.
- ✓ Parmi ceux-ci, on peut distinguer environ 7 bénévoles en moyenne par association, intervenant au moins **sur un mode hebdomadaire**. Ce raisonnement conduit à estimer qu'entre **53.000 et 62.000** bénévoles interviennent au moins une fois par semaine dans les associations du département, en 2012.

* Environ 17 millions d'interventions bénévoles à répartir entre 1,3 million associations.



Les responsables associatifs face à la conjoncture

Enquête nationale réalisée en ligne auprès de 1709 responsables associatifs, entre le 4 et le 18 décembre 2012. Echantillon représentatif constitué d'après la méthode des quotas appliquée aux variables « budget » et « secteur d'activité » des associations. Résultats en ligne sur www.recherches-solidarites.org

Le bénévolat : premier sujet de préoccupation

- Seuls 46% des dirigeants se déclarent satisfaits de la situation du bénévolat dans leur association.
- Parmi une liste de 14 sujets d'inquiétude, le bénévolat arrive en tête, devant la situation financière (42%). Posent précisément question sur le bénévolat :
 - ✓ Le nombre de bénévoles disponibles pour les activités de l'association : 52%
 - ✓ Le renouvellement des dirigeants : 46%
 - ✓ La motivation et l'investissement de l'équipe dirigeante : 22%

Des résultats déjà observés dans un contexte où la ressource bénévole évolue peu alors que le nombre d'associations ne cesse d'augmenter et que les besoins se multiplient, notamment dans le domaine social.

De fortes tensions sur le plan financier

La situation financière est jugée *difficile* pour **32%** des dirigeants associatifs et *très difficile* par **11%**.

Au bilan, **43%** sont en difficulté financière :

- ✓ **46 %** dans le secteur sanitaire et social
- ✓ **49%** dans la culture
- ✓ **57%** dans les associations de plus de 10 salariés

Ces résultats confortent les derniers chiffres de l'emploi associatif : une baisse générale de 0,6% en 2011 (11.000 salariés de moins), et récemment une nouvelle érosion de 0,1%, au 3^{ème} trimestre 2012.

Le baromètre semestriel

Résultats des dernières vagues d'enquête

	déc-12	mai-12	déc-11
La situation financière de l'association est jugée bonne ou très bonne	57%	60%	61%
La situation du bénévolat (nombre, disponibilité, savoir-faire...) est jugée bonne ou très bonne	46%	40%	44%
La situation générale de l'association (actions, missions, projets) est jugée bonne ou très bonne	69%	68%	65%
Les satisfactions personnelles des dirigeants sont jugées fortes ou très fortes	73%	66%	-

Source : Enquêtes d'Opinion des Responsables associatifs 2011-2012

Un secteur associatif confronté à la crise et aux difficultés. Mais des responsables qui font face et dont le sentiment d'être particulièrement utile dans les circonstances actuelles, renforce leurs satisfactions personnelles.

Comment voit-on les prochains mois ?


Résultats des dernières vagues d'enquête

	déc-12	mai-12	déc-11
La situation future de l'association (actions, missions...) est pronostiquée bonne ou très bonne	56%	51%	52%
L'association envisage des projets nouveaux ou une extension de l'activité	60%	60%	-

Source : Enquêtes d'Opinion des Responsables associatifs 2011-2012

Regain d'optimisme, notamment dans le sport et dans les petites associations (budget inférieur à 10 000 euros).

Mais un avenir teinté d'inquiétude dans celles qui emploient plus de 10 salariés. En réponse à des besoins croissants, le plus souvent, ce sont aussi les plus nombreuses à envisager une extension de leur activité (76% pour 60% en moyenne).



Les responsables associatifs face aux emplois d'avenir

Enquête nationale réalisée en ligne auprès de 1709 responsables associatifs, entre le 4 et le 18 décembre 2012. Echantillon représentatif constitué d'après la méthode des quotas appliquée aux variables « budget » et « secteur d'activité » des associations. Résultats en ligne sur www.recherches-solidarites.org

Question d'actualité : les emplois d'avenir

- ✓ **Les dirigeants, citoyens avant tout** : parmi ceux qui disent préparer un dossier ou engager la réflexion pour bientôt, **52%** voient dans ce nouveau dispositif un moyen de *renforcer l'équipe de l'association*, **51%** veulent *donner sa chance à un jeune*, et **48%** souhaitent *démontrer les capacités citoyennes du monde associatif*
- ✓ Toutefois, **plus de 60%** déclarent manquer d'information. Les attentes portent surtout sur les exigences en termes de formation et d'accompagnement des jeunes.
- ✓ Leurs hésitations :
 - la crainte de ne pas pouvoir pérenniser l'emploi (**68%**),
 - l'obligation de recruter un jeune peu qualifié (**55%**),
 - la nécessité de trouver le budget complémentaire pour le poste (**52%**),
 - l'obligation d'assurer l'encadrement et le suivi d'un jeune peu expérimenté (**44%**).
- ✓ Un certain « *effet d'aubaine* » est observé de la part des associations en difficultés financières : une vigilance s'impose dans leur intérêt et dans celui des jeunes.

Les pronostics pour 2013

En décembre 2012, globalement toutes tailles et tous secteurs confondus* :

- ✓ 3 % ont un projet de recrutement d'emplois d'avenir
- ✓ 11% pourraient préparer un dossier
- ✓ 7% souhaiteraient partager un emploi d'avenir avec une autre association ou dans le cadre d'un groupement d'employeurs
- ✓ 23% n'ont pas encore évoqué le sujet
- ✓ 56% ne se sentent pas concernés ou préfèrent s'abstenir

A partir de ces bonnes intentions, le curseur pourrait se situer aujourd'hui entre 25 000 et 30 000 emplois d'avenir dans les associations, fin 2013.

Plusieurs facteurs peuvent le faire évoluer : les informations diffusées vers les associations sur l'accompagnement qui leur sera proposé pour construire un projet, et surtout à la suite des recrutements, la mobilisation des réseaux associatifs, celle des services de l'Etat et des prescripteurs (missions locales), ainsi que les campagnes d'information en direction des jeunes.

* La ventilation de ces réponses et de l'ensemble des résultats sont disponibles sur demande



Annexes

Annexe 1

Définitions des indicateurs INSEE relatifs à la présentation du département

Taux de variation annuel moyen de la population	Variation de l'effectif d'une population en moyenne annuelle au cours de la période 1999-2009 (accroissement naturel et solde migratoire)
Taux d'activité des 15-64 ans	Rapport entre le nombre d'actifs (actifs occupés et chômeurs) et l'ensemble de la population correspondante.
Taux de chômage	Pourcentage de chômeurs dans la population active (actifs occupés + chômeurs), d'après l'enquête Emploi de l'INSEE (au sens du Bureau International du Travail)
Revenu fiscal	Somme des revenus déclarés au titre de l'IRPP avant tout abattement. Il est ventilé en quatre grandes catégories : revenus salariaux ; pensions, retraites et rentes ; bénéfiques des professions non salariées ; autres cas (essentiellement revenus du patrimoine). Par définition, il exclut les revenus non imposables : revenus financiers exonérés (livret A, Codevi, Plan d'épargne logement...), prestations sociales défiscalisées (RSA et minimum vieillesse, prestations familiales, aides au logement). Il ne peut être assimilé à la notion de revenu disponible brut.
Emplois par secteur d'activités	Personnes actives ayant un emploi, comptées au lieu de travail et réparties selon les 5 postes de référence retenus pour les statistiques locales (regroupement établi à partir de la Nomenclature agrégée - NA - associée à la NAF rév.2.

Annexe 2

Définition des secteurs d'activités des associations nouvelles, au regard des inscriptions au Journal officiel

Culture	Culture, pratique d'activité artistiques, culturelles
Sports	Sports et activités de plein air ; chasse, pêche
Loisirs	Clubs de loisirs, relations, action socioculturelle
Social	Interventions sociales ; associations caritatives, humanitaires, aide au développement, développement du bénévolat ; services familiaux, services aux personnes âgées
Santé	Santé, services et établissements médico-sociaux
Education	Education, formation
Economie	Représentation, promotion et défense d'intérêts économiques ; conduite d'activités économiques
Aide à l'emploi	Aide à l'emploi, développement local, promotion de solidarités économiques
Environnement	Environnement, cadre de vie
Autres	Information, communication ; activités politiques ; défense des droits fondamentaux, activités civiques ; activités religieuses, spirituelles ou philosophiques ; recherche ; armée, anciens combattants ; tourisme ; justice ; amicales, groupements affinitaires, d'entraide ; clubs, cercles de réflexion ; logement ; sécurité protection civile ; préservation du patrimoine ; divers

Annexe 3

Quelques définitions relatives aux données sur l'emploi

- ✓ L'observation porte ici sur les **établissements** identifiés à partir de leur numéro SIRET, et non sur les entreprises. Alors que pour les données antérieures à 2009, était considéré comme actif pour une année donnée, tout établissement présent au moins un trimestre de l'année, il est désormais compté au prorata du nombre de trimestres d'activité : 0,25 pour un trimestre, 0,50 pour deux trimestres ...
- ✓ Qu'il s'agisse du régime général ou du régime agricole, les **emplois** ne sont pas distingués selon qu'ils sont à temps partiel ou à temps complet, selon qu'ils sont à durée déterminée ou indéterminée. Ne sont pas comptés les salariés sans contrat (stagiaires par exemple).
- ✓ Le **secteur concurrentiel**, appelé également secteur privé, couvre l'ensemble des cotisants du secteur concurrentiel qui comprend tous les secteurs d'activité économique sauf les administrations publiques, l'éducation non marchande (établissements d'enseignement relevant de l'Etat ou des collectivités locales), la santé non marchande et l'emploi par les ménages de salariés à domicile.
- ✓ La **masse salariale** totale désigne l'ensemble des rémunérations sur lesquelles repose le calcul des cotisations des assurances sociales, des accidents du travail et des allocations familiales. Elle se distingue de l'assiette « Contribution Sociale Généralisée » (CSG) qui comprend également les sommes allouées au titre de l'intéressement et de la participation et certaines indemnités n'entrant pas dans l'assiette dé plafonnée.

Annexe 4

Définition des secteurs d'activités, au regard de l'emploi

Enseignement	Enseignement primaire, secondaire, supérieur (établissements privés sous statut associatif), enseignement culturel, de disciplines sportives et d'activités de loisirs, enseignements divers, activités de soutien à l'enseignement
Sport	Activités de clubs de sport, promotion du sport, gestion d'installations sportives
Santé	Activités hospitalières, pratique médicale, dentaire, « autres activités pour la santé humaine »
Social	Voir le détail de la diapositive consacrée au secteur social
Loisirs	Activités récréatives et de loisirs
Culture	Activités liées au spectacle vivant, créations artistiques, gestion d'équipements culturels, activités audio-visuelles
Autres activités	Activités des organisations patronales et consulaires, des organisations professionnelles, politiques, religieuses, des syndicats de salariés, recherche, activités liées à l'emploi, tourisme, activités agricoles...
Activités des organisations associations n.c.a.	Il s'agit du code APE 94.99Z, catégorie « fourre-tout » de l'INSEE intitulée autres organisations fonctionnant par adhésion volontaire. n.c.a. signifiant non classées ailleurs

Cette répartition repose sur la Nomenclature d'Activités Françaises (NAF) de l'INSEE, entrée en vigueur le 1^{er} janvier 2008. Les codes APE correspondant à chaque secteur peuvent être communiqués sur demande.

Un réseau d'experts au service des solidarités

Association sans but lucratif, **Recherches & Solidarités** s'est donné pour objectif d'apporter aux acteurs et aux décideurs les informations les plus récentes, avec une préoccupation de complémentarité utile par rapport aux travaux qui sont menés et publiés par ailleurs.

Elle s'appuie sur des données provenant d'organismes officiels et sur ses enquêtes annuelles ou semestrielles pour produire des publications nationales, régionales et départementales qui sont en libre accès sur www.recherches-solidarites.org.

R&S réalise également, en lien avec des partenaires de plus en plus nombreux (réseaux associatifs, services déconcentrés de l'Etat, conseils généraux, associations nationales...) des travaux spécifiques sur le bénévolat, la vie associative ou le don d'argent.

Contact : marie.duros@recherches-solidarites.org .